

CAHIERS D'ETUDES LINGUISTIQUES

**REVUE DU DEPARTEMENT DES SCIENCES DU LANGAGE ET
DE LA COMMUNICATION (DSLCC) – UNIVERSITE D'ABOMEY-
CALAVI (UAC)**

CEL N°12 – décembre 2016

La revue Cahiers d'Etudes Linguistiques entend publier des travaux purement descriptifs et ceux à perspective synchronique et, ou diachronique s'appuyant sur l'analyse linguistique ou littéraire d'une ou de plusieurs recherches africaines. La revue entend aussi être le carrefour des recherches linguistiques ou littéraires représentant des courants et des écoles théoriques divers puis d'échanges scientifiques pour tout chercheur en linguistique et littérature africaines.

CAHIERS D'ETUDES LINGUISTIQUES

Directeur de publication

Prof. Flavien GBETO, Doyen de la FLASH/UAC

Comité scientifique

Joseph O. YAI (Paris), Mamoudou Akanni IGE (Bénin), Bienvenu Albert AKOHA (Bénin), Toussaint Yaovi TCHITCHI (Bénin), Lebene BOLOUVI (Togo), Hounkpati Christophe B. CAPO (Bénin), Adrien HUANNOU (Bénin), Ascencion BOGNIAHO (Bénin), Issa TAKASSI (Togo), Maxime da CRUZ (Bénin), Flavien GBETO (Bénin), Médard Dominique BADA (Bénin), Jean-Euloge GBAGUIDI (Bénin), Pierre ONDO-MEBIAME (Gabon). Pascal Okri Tossou (Bénin); MIDIOHOUN Ossito Guy (Bénin), Mahugnon KAKPO (Bénin), Pamphile MEBIAME-AKONO (Gabon). Antoine AFELI (Togo), Léonard KOUSSOUHON (Bénin), Bertin YEHOUEYOU (Bénin), Firmin AHOUA (Côte d'Ivoire), Laurent Alain ABOA (Côte d'Ivoire), Gérard KEDREBEOGO (Burkina-Faso), Alain SISSAO (Burkina-Faso), Aimé PALI (Togo), Laré KANTCHOA (Togo), Dame NDAO (Sénégal).

Rédacteur en Chef

Julien K. GBAGUIDI, Chef de Département des Sciences du Langage et de la Communication (DSLCL).

Comité de rédaction

Sévérin-Marie KINHO, Samuel DJENGUE, Mawani Mathieu, Julien Koffi GBAGUIDI, Zéphirin C. TOSSA (Bénin), Coffi SAMBIENI, Blaise C. DJIHOUESSI,

Maxime ADJADOHOUN, Florentine SAIZONOU-
AGBOTON, Pascal Okry TOSSOU, Raphael YEBOU.

Secrétariat de rédaction

Moufoutaou ADJERAN, Marcellin Z. HOUNZANGBE,
Judicaël AFFO.

Adresser toute correspondance à :

DSLCL, Université d'Abomey-Calavi

Abomey-Calavi

République du Bénin

dslc1@yahoo.com

Université d'Abomey-Calavi

Département des Sciences du Langage et de la Communication

**CAHIERS D'ETUDES
LINGUISTIQUES**

Numéro 12 / 2016

© DSLC – UAC

ISSN : 1659-6285

SOMMAIRE

Les prépositions en créole de Guinée-Bissau, Chérif MBODJ , Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Sénégal).....	7
De la parole traditionnelle a la néo-oralité, la longue édification de l'homme, Doh Clément PAGNET , Université F.H.B d'Abidjan – Cocody (Côte-d'Ivoire).....	31
Réflexions sur une approche populaire de conservation d'un héritage immatériel : la tradition orale béninoise, Sinseignon Germain SAGBO , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	58
Erich loests roman „völkerschlachtdenkmal“: eine literarische auseinandersetzung mit einem düsteren kapitel europäischer entwicklungsgeschichte und der (zeit) geschichte deutschlands, Simplice AGOSSAVI , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	72
The leaders' tragic flaws and their downfall: the case of William Shakespeare's <i>Richard II</i> and <i>King Lear</i> , Hergie Alexis SEGUEDEME & Ibrahim YEKINI , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	94
The merits and limitations of formalist literary theory: a metacritical analysis, Paméssou WALLA , Université de Lomé (Togo).....	118
Savoirs africains et tradition écrite, Désiré MEDEGNON , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	165
Les emprunts lexicaux du koulango au français et à l'anglais : analyse phonologique, Kouakou Appoh Enoc KRA , Université Félix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire).....	193
Etude du temps, de l'aspect et de la modalité dans la version française de the economists' warning publiée par le financial times, Servais Akpaca , Université d'Abomey-Calavi.....	219
Les animateurs de centre d'alphabetisation du benin en quête d'une identité : quelques pistes de reflexion sur la professionnalisation de	

leur metier, Saturnin Noukpo HOUEHA , Université d'abomey-calavi.....	258
Les langues maternelles dans le système éducatif formel au Bénin, entre enjeux identitaires et enjeux de développement, Jacques Evrard Charles AGUIA-DAHO , Université Nationale d'Agriculture de Porto-Novo	291
Système d'accords des classificateurs nominaux en akwá-epéré (C ₂₂), parlé à Makoua, en République du Congo, Guy-Roger Cyriac GOMBÉ-APONDZA , Université Marien Ngouabi de Brazzaville (Congo).....	304
Le préfixe en français et la base latine ou grecque, Abraham Mahugbe OLOU , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	345
Les neuf autres comportements possibles de communication non perçus par S. W. LITTLEJOHN, Idrissou ZIME YERIMA , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	362
La focalisation et la topicalisation dans les parlers gbè, Marcellin Zinsou HOUNZANGBE , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	384
Une comparaison des pronoms personnels en esan et en français: étude morpho-syntaxique, Mabel E. AZIEGBE , Université Ambrose Alli University (Nigéria).....	418
Corrélation des ressources linguistiques et de la cartographie budgétaire au Bénin, Samuel DJENGUE , Université d'Abomey-Calavi (Bénin).....	451

CAHIERS D'ETUDES LINGUISTIQUES

N°12, 2016, pp.451-478

**CORRELATION DES RESSOURCES
LINGUISTIQUES ET DE LA CARTOGRAPHIE
BUDGETAIRE AU BENIN**

Samuel DJENGUE
Université d'Abomey-Calavi (Bénin)
samuel.djengue@flash.uac.bj

CORRELATION DES RESSOURCES LINGUISTIQUES ET DE LA CARTOGRAPHIE BUDGETAIRE AU BENIN

Samuel DJENGUE

Université d'Abomey-Calavi (Bénin)

samuel.djengue@flash.uac.bj

Résumé

La trilogie objet de la présente étude, s'inscrit dans la dynamique de la recherche des alternatives tranchées devant conduire à la mise en œuvre rationnelle de notre modèle de développement socioéconomique, approuvé par les Partenaires techniques et financiers (PTF). En effet, à quoi servirait une réécriture prônée des instruments de gestion des finances publiques, à laquelle des légions de réformateurs s'attèlent si tant pour une population majoritairement analphabète ? Autrement dit, dans sa forme actuelle, quel usage un tel peuple qui a l'obligation de suivre tout emploi de la contribution collective, ferait des lois de finances et autres actes réglementaires ? La franchise intellectuelle et morale recommande de reconnaître que plusieurs des 1,1% qui ont le niveau de l'enseignement supérieur, éprouvent d'ores et déjà de sérieuses difficultés pour comprendre ces documents, à la limite désincarnés et touffus, car souvent élaborés dans un flou artistique.

C'est à juste titre que les deux outils corrélatifs mais complémentaires ci-après, sont proposés pour renforcer la transparence, et ce afin de dépeindre, voire rendre intelligible avec bonheur, les réalisations physiques et financières prévues au budget de l'Etat :

- *adaptation simultanée du multilinguisme à l'information budgétaire et au profil des destinataires ;*
- *élaboration de la cartographie du budget de l'Etat.*

Mots-clés : ressources linguistiques - cartographie du budget de l'Etat - information budgétaire

Abstract

It should be made clear that the triad which is the subject of the present study is in line with the dynamics of the search for clear-cut alternatives that should lead to the rational implementation of our socioeconomic development model approved by the Technical and Financial Partners (TFPs). Indeed, what would be the use of drawing up the public funds management instruments again, which legions of reformers devote themselves so much to for a largely illiterate population? In other words, in its current configuration, what use would such a people, who has no option but to follow any use of public taxes, make of Financial Acts and other regulations? In all honesty, it has to be admitted that most of the 1.1% who have higher education standard, already experience serious difficulty understanding these documents that are almost insubstantial and dense, because drawn up with vagueness.

So it is rightly that the two correlative but complementary tools below are proposed to increase transparency, in order to depict, and even make happily intelligible, the physical and financial achievements provided in the State budget:

- *simultaneous adaptation of multilingualism to budget information and recipient profile*
- *drawing up of State budget mapping*

Keywords: Linguistic resources – State budget mapping – budget information

Introduction

Cette partie de l'étude aborde successivement la justification du thème, la problématique, les hypothèses, les objectifs scientifiques et l'approche globale du sujet.

1.1. *Justification du thème*

« Corrélation des ressources linguistiques et de la cartographie budgétaire au Bénin » ! Cette trilogie qui vise à assainir autrement le budget de l'Etat, résulte de la thèse que nous avons défendue en 2010 sur le thème « *L'accessibilité des informations budgétaires : un instrument de promotion de la bonne gouvernance au Bénin* ». Dans la thèse, nous avons essayé de démontrer que le mauvais rendement économique et la faible valorisation de nos énormes potentialités économiques, relèvent essentiellement de l'opacité du système budgétaire béninois qui porte en elle-même, les gènes constitutifs, par l'effet multiplicateur de la corruption. Pour permettre à l'économie nationale d'amorcer une véritable croissance dont l'effet serait la réduction de la pauvreté, nous avons proposé un modèle de développement socioéconomique axé sur la refonte du système budgétaire actuel. Autrement dit, si toutes les ressources allouées aux secteurs prioritaires leur étaient effectivement et rationnellement parvenues, la misère aurait, de manière plus que proportionnelle chuté.

Mentionnons que ce modèle qui est basé sur les principes stricts d'une étude par observation minutieuse depuis 1983 et implémenté graduellement, a été approuvé le 18 mai 2012 par les Partenaires techniques et financiers (PTF). Au terme des échanges, ces derniers ont reconnu l'intérêt et la pertinence dudit modèle qu'ils ont jugé précis et concis. Sous réserve des résultats de recherche ultérieure, le modèle proposé apparaît comme l'unique option susceptible de prévenir et d'empêtrer avec efficacité et efficacie, l'apparition, les manifestations et les effets de la corruption et de la pauvreté. Somme toute, les représentants des PTF ont recommandé qu'une attention particulière soit accordée au modèle en question et qu'il soit intégré dans les politiques publiques relatives à la réforme des finances publiques et de la décentralisation. En exécution de cette instruction, la présente étude, loin de confiner à l'absurde et à ces phénomènes les plus visibles, se propose d'assurer la bonne diffusion et une appropriation rationnelle des techniques budgétaires inclusives. La finalité étant d'améliorer l'efficacité de la dépense et, à travers elle, les politiques publiques. De là, elle est un atout supplémentaire et d'une évidence incontestable qui peut être comprise par une population majoritairement analphabète. Après la problématique, les hypothèses, les objectifs scientifiques et l'approche globale du sujet, le développement articulé de l'étude sera présenté. Avant d'aborder ces préoccupations, il est indiqué de restituer la problématique.

1.2. Problématique

Aujourd'hui, il ne fait aucun doute, que la pauvreté et la délinquance socioéconomique et financière coexistent et restent endémiques, malgré toutes les stratégies macroéconomiques et les efforts ou investissements déployés. Pour tenter d'empêcher cette crise qui est bel et bien à l'origine de la dégradation alarmante, algorithmique et panoramique des conditions de vie, nous avons élaboré un modèle de développement socioéconomique. Après divers travaux de recherche, j'ai entrepris comme ci-après, une large consultation :

- transmission pour appréciation d'une position de thèse au Président de la République, à son Ministre de l'Economie et des Finances, et à sa Directrice de cabinet ;
- transmission pour appréciation du projet « Mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement endogène, de sa synthèse et d'une note de présentation au Représentant Résident du PNUD, à la Directrice Résidente GIZ Bénin/Togo, à l'Ambassadeur des Pays-Bas, à l'Ambassadeur du Danemark, au Représentant Résident de l'Union Européenne, au Représentant Résident de la Coopération Suisse ;
- séance de travail avec Monsieur Alain DECOUX à la Délégation de l'Union Européenne puis avec Monsieur Cossoba Nanako, Chargé de Programme au PNUD « Un Capital Development Fund », Chef de file des PTF Décentralisation ;
- présentation et approbation du modèle le 18 mai 2012 aux PTF. La finalité précise est d'intégrer le

modèle dans les politiques publiques, notamment le Programme d'Action du Gouvernement (PAG).

Il convient de préciser qu'avant son élaboration et sa présentation aux PTF, la vision qui est à la source du modèle, a été graduellement implémentée de manière providentielle. Voici une synthèse claire et concise.

- **La vision a pris corps à Gogounou où j'exerçais les fonctions de Sous-préfet (1990 à 1995)**

Absurde, peut-être, mais pourtant vrai ! Relativement aux conditions de vie, la commune de Gogounou, une des zones en tête de peloton où se concentre prioritairement la production de coton avec un taux de 29,9%, est globalement plus pauvre (43,30 en 2007).

Manifestement, l'analyse de la pauvreté dans la commune de Gogounou est structurée autour des agrégats ci-après (Résultats INSAE, RGPH4, 2013) :

- l'Indice de Pauvreté Humaine de cette commune est de 55,9 : il est calculé à partir des trois indicateurs suivants :
 - Pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'eau potable ;
 - Taux d'analphabétisme de la population ;
 - taux de mortalité infanto-juvénile.
- l'Incidence de la pauvreté non monétaire est de 18,8 : elle est calculée à partir des variables de conditions de vie des ménages et des biens possédés ;
- l'Incidence de la Pauvreté d'Existence s'établit autour de 46,7 : elle est calculée à partir des

variables des conditions de vie des ménages seulement ;

- le Taux de Pauvreté Multidimensionnelle est de 72,2 : il est calculé sur la base de 9 privations (la malnutrition n'a pas été prise en compte au niveau de la composante santé) :
 - Santé : insuffisance pondérale, décès des enfants de moins de 5 ans dans le ménage ;
 - Education : Personne du ménage n'ayant pas dépassé le primaire, au moins un enfant en âge scolaire ne fréquente pas l'école ;
 - Condition de vie : pas d'électricité, aucun accès à l'eau potable ou eau améliorée, aucun accès aux moyens d'assainissement adéquats, l'habitation a des sols sales (matériaux non définitifs), le ménage utilise des combustibles de cuisson « sales » (bois de chauffage, charbon de bois, etc.), le ménage ne possède ni de voiture ni de motocyclette et possède tout au plus l'un des biens suivants : bicyclette, radio, réfrigérateur, téléphone ou téléviseur).

Sur la base de cette analyse de la pauvreté dans la commune de Gogounou, nous avons statué sur la nécessité périlleuse d'humaniser le développement qui doit être participatif et de qualité afin de valoriser les ressources des groupements villageois par et pour tous ses membres.

- **Une implémentation partielle au Ministère de la Justice, de la Législation et des Droits de l'Homme où j'exerçais les fonctions de Directeur de l'Administration (1998 à 2003)**

Pour conjurer la crise conjoncturelle, inédite et résultant de la mise sous mandat de dépôt de vingt-quatre (24) Magistrats sur une quarantaine en fonction dans les juridictions, j'ai élaboré un document intitulé : « Justice en panne, Programme spécial de sortie de crise ».

Entre autres résultats concordants, retenons que la fermeture de certaines juridictions initialement envisagée, s'est estompée ; en effet, le rendement s'est globalement accru dans les tribunaux jusqu'à ce jour.

De surcroît, en ma qualité de Rapporteur de la première Commission nationale des Marchés publics au Bénin (CNMP), je me suis fermement opposé, de concert avec quelques confrères, à toutes formes fantaisistes de gré à gré. Jusqu'à mon limogeage qui apparaît comme le fait du prince, la CNMP ne s'est pliée à aucune injonction d'un ministre, du conseil des ministres et même du Président de la république.

- **L'implémentation intégrale de la vision révèle son caractéristique d'instrument de paix**

La vision a été intégralement implémentée à l'occasion d'une crise de confiance, provoquant la suspicion sur le mode de gestion financière, des revendications, des accusations et une forte tension dans une grande communauté religieuse à Cotonou. Plébiscité comme chef de file pour tenter de juguler la crise afin de faire revenir au mode usuel de vie dans ladite communauté, j'ai élaboré une stratégie de communication de crise plus adaptée à la circonstance. La confiance faisant défaut, il urge de passer par l'acte en optimisant le temps de réaction et en communiquant.

Les résultats obtenus de manière plus que proportionnelle en associant tous les fidèles de la

communauté à la gestion de la trésorerie initialement déficitaire, ont permis de juguler la crise. Décuplées, les ressources obtenues en dix mois, ont été totalement et au fur à mesure investies à l'issue des consultations ouvertes par une procédure de mise en concurrence publique. Nom mais, encore une fois ! En cette période de vache grasse, j'ai été victime d'un limogeage qui apparaît comme le fait du prince. Ça s'est passé dans une église, demeure du Saint-Esprit.

Tiens, tiens ! Une évidence incontestable ! La délinquance socioéconomique et financière, loin de régresser, se généralise et affecte même les communautés religieuses qui n'ont pas su échapper à l'épizootie. Pourtant elles disposent des meilleurs manuels de morale et d'éthique, susceptibles d'aider les citoyens à réagir intègrement.

Il est permis de conclure que jusqu'à ce jour, l'échec de toutes les stratégies macroéconomiques et des efforts déployés afin d'empêtrer la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie, se confirme. Reconfirmé, cet échec accrédite le modèle dont la mise en œuvre requiert une analyse approfondie des méandres de l'administration. De là, convient-il d'établir la corrélation des ressources linguistiques et de la cartographie budgétaire. Il sera donc essentiellement question de mettre en évidence le caractère crédible que revêt cet atout supplémentaire. Formulons d'abord les hypothèses et nos objectifs scientifiques.

1.3. Hypothèses et objectifs scientifiques

1.3.1. Hypothèses

Les hypothèses ci-après sont formulées pour conduire l'étude :

1.3.1.1. Hypothèse 1. L'adaptation du multilinguisme à l'information socioéconomique et financière adressée aux populations majoritairement analphabètes, permet de décélérer la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie.

1.3.1.2. Hypothèse 2. La cartographie du budget de l'Etat permet de dépeindre, de rendre intelligible et de refléter une image sincère de la situation patrimoniale et pyramidale.

Statuons maintenant sur le but à atteindre.

1.3.2. Objectifs scientifiques

Le but de l'étude vise l'atteinte d'un objectif général et des objectifs spécifiques ci-après :

1.3.2.1. Objectif général

Cette étude est une contribution susceptible de faciliter la mise en œuvre rationnelle du modèle de développement socioéconomique approuvé par les Partenaires techniques et financiers. Cet objectif est décliné en objectifs spécifiques.

1.3.2.2. Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis se présentent ainsi qu'il suit :

- adapter le multilinguisme à l'information socioéconomique et financière adressée aux populations majoritairement analphabètes ;

- dépeindre et rendre intelligible le budget de l'Etat à travers une localisation géographique : la cartographie budgétaire.

1.4. Approche

Pour conduire la recherche, nous avons utilisé les matériels de terrain, notamment les fiches d'enquêtes pour la collecte des données et un package de logiciel de traitement des données (Word et le SIGFIP : système intégré de gestion des finances publiques). Nous avons recueilli des informations socioéconomiques et financières relatives aux services sociaux de base. Les données se rapportent à une situation de précarité générée par la non satisfaction des besoins fondamentaux des populations, le niveau très faible de fréquentation des services sociaux de base. Une attention particulière a été accordée aux dépenses de fonctionnement et d'investissement.

Nos données sont collectées dans un premier temps par enquête. Celle-ci a consisté à l'admission de façon directe au public cible répandu sur toute l'étendue du territoire national, de trame de questions semi-structurées mais individuelles.

Dans notre démarche méthodologique, nous avons, après une longue période d'observation et de recherche documentaire, collecté et exploité les textes législatifs et réglementaires : lois, décrets et arrêtés relatifs au fonctionnement des services sociaux de base. Enfin, nous avons effectué des investigations de terrain et organisé par département, des réunions d'échange et de cadrage.

Plusieurs grilles ont servi de base pour la collecte, l'analyse et le traitement des informations socioéconomiques et financières ; entre autres : les indices de l'évaluation des dispositifs d'outils de communication. Ces indices ont l'avantage de mettre en évidence l'instrument approprié susceptible de décélérer la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie.

Après une évaluation sommaire de l'exercice du droit fondamental des citoyens, nous avons établi un état de rapprochement de la cartographie du budget de l'Etat et du multilinguisme à adapter à l'information socioéconomique et financière adressée aux populations majoritairement analphabètes. A ce niveau, il ne paraît pas superflu de préciser que le SIGFIP, Système intégré de Gestion des Finances publiques a été une source d'inspiration constante pour l'analyse des données collectées.

Nos bases théoriques se rapportent notamment au postulat ci-après : « Si toutes les ressources du budget de l'Etat allouées aux secteurs prioritaires, avaient effectivement et rationnellement atteint leur destination, la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie, aurait de manière plus que proportionnelle chuté ». Il est donc évident de s'assurer que l'utilisation et la justification au premier franc des ressources budgétaires, correspondent à un besoin réel et contribuent subséquemment à juguler la crise actuelle. Il apparaît logiquement que le nombre de délinquants dans une communauté, notamment ceux qui relèvent du domaine socioéconomique et financier, diminuerait

considérablement si l'opportunité était offerte au grand public de vérifier :

- les recettes et les dépenses prévues ;
- les recettes et les dépenses effectuées ;
- l'identité réelle des bénéficiaires des dépenses de l'Etat ;
- comment les recettes sont encaissées, comment les dépenses sont effectuées etc.

Ce postulat nous permet d'intégrer dans l'étude, les concepts de communauté linguistique, de la notion de bonne gouvernance, de la réflexion collective des États généraux des Pays (Mâcon, juin 1982) sur le développement, des dispositions de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, celles de notre constitution et des autres textes législatifs et réglementaires.

Au total, une communication mobilisatrice en direction des populations majoritairement analphabètes, permettrait d'obtenir des résultats tangibles : une meilleure efficacité des dispositifs susceptibles de prévenir les incohérences internes et de détecter de manière précoce, les cas de délinquance socioéconomique et financière, les ressources inemployées, pourtant nécessaires pour sortir de la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie.

L'analyse approfondie et l'appréciation judicieuse des facteurs qui sont à l'origine de la crise actuelle, exigent de manière impérative, la présentation du milieu d'étude et la revue de littérature.

1.5. Revue de littérature

La présente revue de littérature concerne essentiellement quelques travaux en cartographie, en linguistique, en communication, en gouvernance et en développement. En l'espèce, plusieurs travaux portant sur les formes et les modes de communication ont été abordés en Afrique et dans le reste du monde. Ces études ont différemment présenté les stratégies, les plans et programmes de communication. Mais leurs auteurs n'ont pas mis en évidence de manière spécifique, les formes et les modes d'une communication inclusive, intégrant et établissant un état de rapprochement des ressources linguistiques et de la cartographie budgétaire. De ce fait, je me suis permis de revisiter méthodiquement les textes réglementaires relatifs aux ressources linguistiques et à la politique budgétaire. De l'étude et de l'analyse de ces textes et autres littératures, il ressort que la communication susceptible d'améliorer la qualité du fonctionnement des services sociaux de base, d'encourager leur fréquentation, de favoriser une gestion publique d'optimisation des ressources, doit être inclusive ; mieux, c'est un processus dont le produit pourrait être le développement par le management.

1.6. Cadre institutionnel : présentation du milieu d'étude

Dans cette partie, nous avons sommairement mis en évidence le cadre de l'étude in situ sur le Bénin. Toutefois, la contrainte morale et intellectuelle pour une synthèse claire et concise, accorde une attention particulière à la langue Gbe (parlers Fɔn et Ajagbe), de la

famille Kwa du Phylum Niger-Congo dans les départements du Zou et des Collines.

1.6.1. Milieu physique

Le Bénin (ex Dahomey) est situé sur le golfe de Guinée en Afrique de l'ouest, dans la zone intertropicale ; il est limité au sud par l'Océan atlantique, à l'est par la République fédérale du Nigeria, au nord par la République du Niger, au nord-ouest par la République du Burkina Faso et à l'ouest par la République du Togo. Le pays couvre une superficie de 114 763 km².

1.6.2. Peuplement

Conformément aux résultats INSAE, RGPH4 de mai 2013, la population du Bénin a été estimée à 9 364 619 habitants dont 4 767 497 femmes contre 4 597 122 hommes. Le pays est caractérisé par une population jeune. En effet, la part de la population ayant moins de 18 ans est estimée à 52,4%. L'espérance de vie à la naissance (61,4 ans pour l'ensemble de la population) des femmes (63,5 ans) est légèrement plus élevée par rapport à celle des hommes (59,2 ans). La population potentiellement active (15-64 ans) représentait 52,5% de la population. En 2012, la part de la population vivant en milieu urbain est estimée à 45,7%. La population est inégalement répartie sur le territoire. On observe de fortes densités dans le sud qui s'expliquent par la présence des infrastructures socio-économiques et administratives et la proximité de l'océan.

Une bonne connaissance du cadre de l'étude requiert plus que tout autre chose, la mise en évidence

des compétences territoriales qui concourent à l'élaboration de la cartographie du budget de l'Etat.

1.6.3. Compétences de la commune

La loi n° 97-028 du 15 janvier 1999 portant organisation de l'administration territoriale de la République du Bénin stipule que la commune dispose de compétences qui lui sont propres en tant que collectivité territoriale décentralisée. Elle exerce en outre, sous le contrôle de l'autorité de tutelle, d'autres attributions qui relèvent des compétences de l'État. Elle concourt avec l'État et les autres collectivités à l'administration et à l'aménagement du territoire, au développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique ainsi qu'à la protection de l'environnement et à l'amélioration du cadre de vie. Enfin, la commune a entre autres, la charge de la réalisation, de l'équipement et des réparations des centres publics de santé et de promotion sociale. A cet effet, l'Etat lui transfère les ressources nécessaires. La commune a également la charge de l'aide sociale aux déshérités et aux sinistrés.

Le développement articulé de l'étude requiert plus que tout autre chose, le rappel et la clarification de quelques termes génériques dont la définition véhiculée par les médias, semble confuse, voire inexacte. Aussi, la confusion est-elle grande dans l'esprit du public qui les aborde souvent de façon récurrente, abusive et dépréciative.

1.7. Clarification conceptuelle

Selon l'Association cartographique internationale, la cartographie est « L'ensemble des études et des

opérations scientifiques, artistiques et techniques réalisées à partir des résultats d'observations directes ou de l'exploitation d'une documentation en vue de l'élaboration de cartes, plans et autres modes d'expression ainsi que dans leur utilisation ». Dans « Cartographie. » Microsoft® Encarta® 2009 [DVD]. Microsoft Corporation, 2008, la cartographie est également un outil puissant de décision, de gestion des informations et de leur transcription en image rapidement perceptible et facilement compréhensible. Enfin, la cartographie est une technique, voire une science de l'établissement et de la fabrication des cartes. Les plus anciennes cartes tracées sur des carreaux d'argile par les Babyloniens en 2300 av. J.-C, servaient d'outils de perception des taxes et permettaient de repérer les îles.

L'introduction de bases de données informatisées a permis d'automatiser le tracé cartographique, de vérifier la qualité des données, de rechercher les informations et de les relier pour une présentation judicieuse des résultats. Cet essor informatique a entraîné le développement du système de cartographie géographique qui permet de synthétiser, d'analyser et de représenter des résultats sous une forme attrayante et facile à comprendre. Il a été utilisé pour l'inventaire de la faune et de la flore au Canada en 1965.

De ce qui précède, nous imaginons que la cartographie peut bel et bien incorporer, sur la base des techniques de mutualisation du budget, voire d'une technique budgétaire inclusive, les finances publiques. Ce concept désigne l'étude des règles et des opérations relatives aux deniers publics. Selon le critère organique,

les finances publiques peuvent aussi être présentées comme l'ensemble des règles gouvernant les finances de l'Etat, des collectivités locales et leurs émanations, sécurité sociale et de toutes autres personnes morales de droit public. C'est un champ à la croisée du droit fiscal, du droit constitutionnel ainsi que de la comptabilité publique.

Enfin, « Budget de l'État. » Microsoft® Encarta® 2009 [DVD]. Microsoft Corporation, 2008, précise que le budget de l'État décrit le niveau des recettes et des dépenses nécessaires à la réalisation de la politique économique et sociale de l'État.

Après cette présentation sommaire, nous nous proposons dans les lignes qui suivent, d'entreprendre le développement articulé résultant de la corrélation des ressources linguistiques et de la cartographie budgétaire.

2. Développement articulé

Ce paragraphe se rapporte essentiellement à la nécessité d'adapter simultanément le multilinguisme aux informations budgétaires et aux profils des destinataires, puis à l'élaboration d'une cartographie du budget de l'Etat.

2.1. Adaptation simultanée du multilinguisme aux informations budgétaires et au profil des destinataires

De l'analyse des résultats de nos travaux de recherche, il ressort que la langue Gbe (parler Fɔ̀n), de la famille Kwa du Phylum Niger-Congo, peut être adaptée aux informations budgétaires destinées aux populations des communes, arrondissements et villages ci-après des départements du Zou et des Collines : Gbɔ̀xìcɔ̀n,

Zogbodomè, Za-Kpota, Agbome, Agbānyizun, Wenxi, Kove. Jijà, (sauf Agūna) Zanjannado (sauf dans le village de Agonlin-Xwegbo où se parle aussi le ede-yoruba), Savalu (sauf dans les villages de Ceti, Dumε, Jaloku, Odo-agbon), Wεε (Arrondissements de Laminu et Gbanlin et dans les villages de Wese, Adugu, Lakoko, Zogbagawu et Jegbe) Ouidah, Agbome-Calavi, Atogon, Alada, Zè (Arrondissement de Tangbo-Jevyé, dans les villages de Henvi-Axito, de Lotɔ-denu, de Wawata et de Zunto-Hunsagodo).

Quant au parler Ajagbe, il peut être adapté aux informations budgétaires destinées aux populations ci-après : Akplaxwe, Dogbo, Jakotomε , de Tɔviklen, de Klwikanmε , Lalo (arrondissements de Atinwemε, de Lokossa, de Kpennu, de Acannu, de Wεdemε, d'Agamε, sauf dans les villages de Maɖemε, de Axɔgbeya, de ɖaji , de Klosu, de Aglali, de Kplakatagon, de Jixami. Dans les arrondissements d'Akɔdexa-Xweyɔgbe, Eεε, village de Tɔkan, de Gbowe, de Meɖemawe, de Hendε), Ouidah (dans les villages de Yemε, de Xweyɔgbe, de Canxwe ou Ayijedo, d'Ajara-Kpɔvyε).

En nous limitant à ces deux parlars seulement, il convient toutefois de préciser que la langue gbe qui représente 24,2% des locuteurs au niveau national, est à cheval sur le Nigeria, le Bénin, le Togo et le Ghana.

Au total :

- les Fɔn et les Aja, deux communautés très apparentées, constituent les groupes les plus importants au sud du pays;
- les Baatɔmbu et les Bɛtammaribe sont les plus nombreux au nord du pays;

- les Yoruba qui regroupent environ 10 % de la population, prédominant au sud-est;
- à d'autres petits groupes côtiers comme les « Mina » et les Phla, il convient d'ajouter les Brésiliens qui, portant des noms Portugais, sont des anciens esclaves revenus du Brésil à la fin du XIX^e siècle.

La répartition spatiale des ethnies (Résultats INSAE, RGPH3, 2002, résultats définitifs, 2003 et résultats INSAE, RGPH4, 2013) met en évidence la présence des :

- Fɔn dans tous les douze (12) départements de notre pays;
- Yoruba dans neuf (09) départements; il en est de même des Nago et des Aja;
- Maxi dans sept (07) départements ainsi que les Gun;
- Baatombu dans six (06) départements;
- Dendi dans cinq (05) départements; il en est de même des Peulh et des Mina;
- Yoa dans quatre (04) départements; il en est de même des Saxwe, des Ayizo, des « Torris » ou Toli, des Phla, des Besorabe et des Kotafon;
- enfin, les Wémènu sont présents dans trois (03) départements.

A partir de notre postulat, il a été d'ores et déjà démontré dans nos travaux de recherche, l'utilité absolue d'offrir au grand public, l'opportunité de vérifier tous les aspects que présentent les recettes et les dépenses de l'Etat. Une telle démarche contribue à réduire considérablement le nombre de délinquants dans une communauté, et par ricochet, décélérer la dégradation alarmante et persistante des conditions de vie. Pour y

parvenir, le budget de l'État étant le seul instrument consacré à la mise en œuvre de sa politique économique et sociale, le multilinguisme doit être adapté simultanément au contenu du message et au profil des destinataires : le public cible, c'est-à-dire les populations de nos unités administratives de base ou de nos communautés linguistiques majoritairement analphabètes. De fait, ces derniers pourront s'investir sans réserve dans le développement économique et social à la base, notamment dans toutes les phases d'élaboration, de gestion et du contrôle de l'exécution des budgets programmes et des budgets opérationnels de programme de l'Etat. A contrario, à quoi servirait une réécriture prônée des instruments de gestion des finances publiques, à laquelle des légions de réformateurs s'attèlent si tant pour une population majoritairement analphabète ? Autrement dit, dans sa forme actuelle, quel usage un tel peuple qui a l'obligation de suivre tout emploi de la contribution collective, ferait des lois de finances (lois de finances initiales, lois de finances rectificatives, lois de règlement), des décrets et autres arrêtés du ministère des finances ? La franchise intellectuelle et morale recommande de reconnaître que plusieurs des 1,1% qui ont le niveau de l'enseignement supérieur, éprouvent de sérieuses difficultés pour comprendre ces documents budgétaires, à la limite désincarnés et touffus, car souvent élaborés dans un flou artistique.

Du reste, l'adaptation du multilinguisme proposée, permettra de prévenir les incohérences internes et de détecter de manière précoce toutes atteintes et toutes tentatives d'atteintes aux ressources de l'Etat ou au patrimoine comptable de l'Etat.

2.2. La cartographie du budget de l'Etat

Cumulativement à l'adaptation simultanée du multilinguisme au contenu du message et au profil des destinataires, nous avons envisagé une stratégie qui permet de dépeindre et de rendre intelligible avec bonheur, les réalisations physiques et financières prévues au budget de l'Etat. Le résultat de cette procédure est d'une évidence incontestable qui peut être comprise par une population majoritairement analphabète : c'est un mécanisme à forte valeur scientifique de renforcement de la transparence.

Présentée à l'aide d'une telle stratégie dans les communautés linguistiques majoritairement analphabètes, la cartographie du budget de l'Etat reflètera une image sincère et fidèle de la situation patrimoniale. Concrètement, les liaisons VSAT en bleu et la transmission de données par faisceaux hertziens Boucle locale Radio (BLR) en jaune du schéma ci-après, sont intégrées à la langue native ou la langue maternelle ou la langue première (versus française), et ce afin de permettre aux populations de s'exprimer en toute circonstance par rapport aux informations socioéconomiques et financières. Signalons que la technologie dans ce domaine évolue assez vite. L'adaptation peut se faire au fur et à mesure. Le plus important pour nous consiste à réaliser une cartographie du budget de l'Etat, assortie du multilinguisme. Les deux formats de la cartographie du budget de l'Etat ci-après, illustrent l'interconnexion des points de concentration de toutes les informations socioéconomiques et financières des unités administratives sans distinction.

Figure 1. Format de la cartographie partielle du budget de l'Etat : cas des départements Zou -Collines

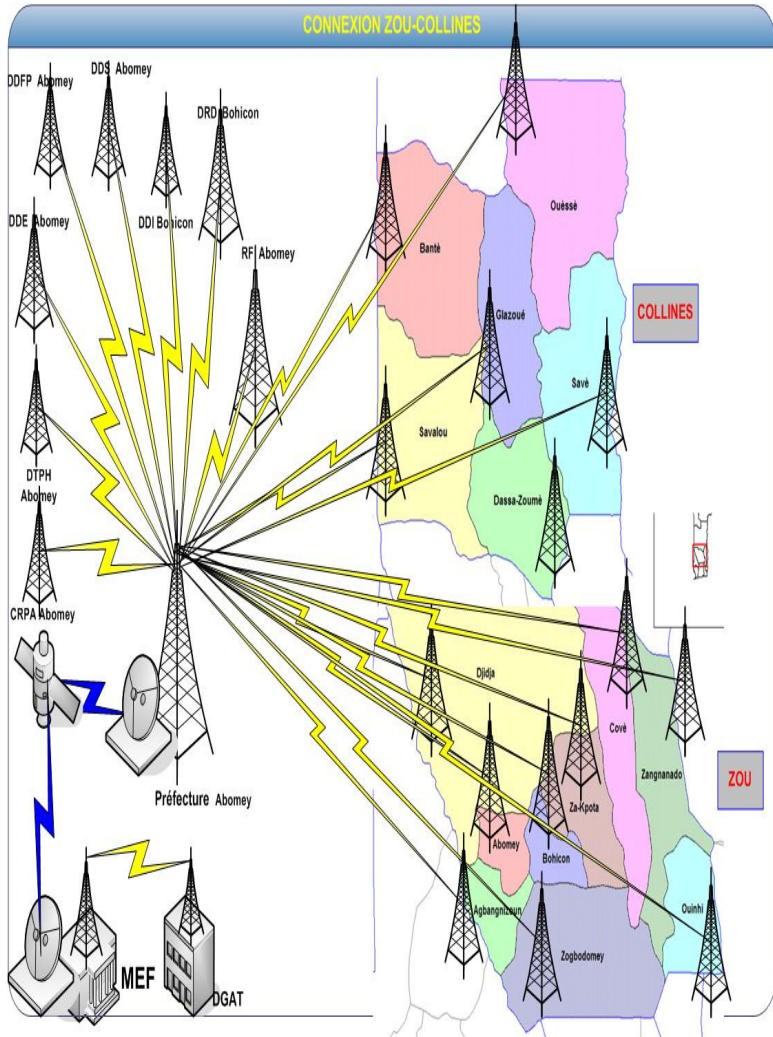
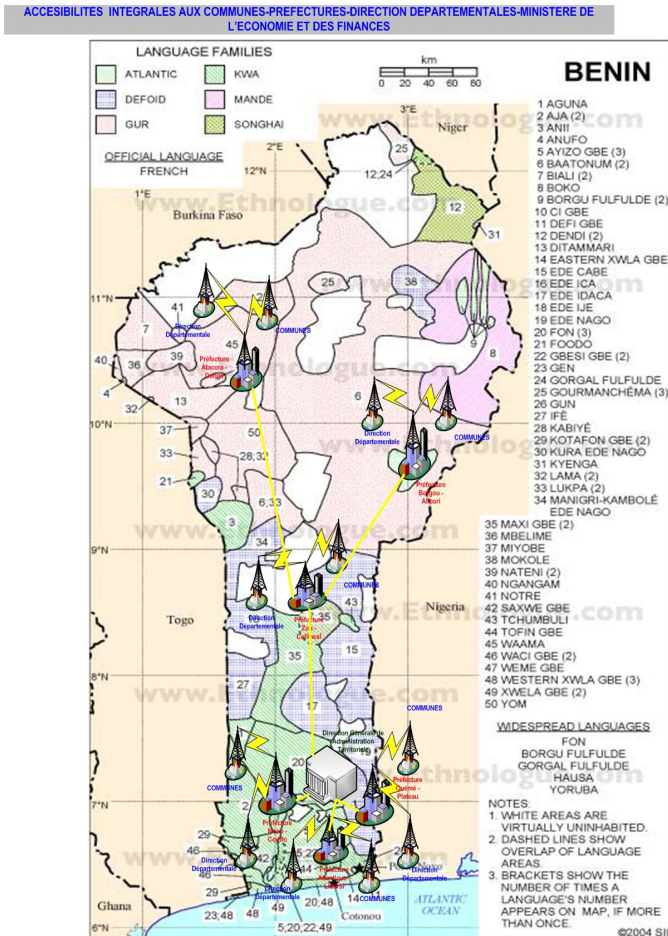


Figure 2. Format de la cartographie du budget de l'Etat intégrant le multilinguisme



N.B : Nous avons élaboré ce format de la cartographie du budget de l'Etat assortie du multilinguisme, à partir de la carte linguistique SIL.

Conclusion

Ressources linguistiques et cartographie budgétaire apparaissent comme des outils corrélatifs mais complémentaires, car susceptibles d'évaluer par exemple, les travaux d'investissement effectués par chaque agent économique (gouvernement, mairie, partenaires techniques et financiers, organisations non gouvernementales y compris les communautés religieuses etc.) dans une unité administrative donnée. L'évaluation des travaux d'investissement, peut être effectuée dans tous les secteurs d'activité : santé, éducation, transport, logement, sécurité, justice, lutte contre la pauvreté etc. C'est également une stratégie qui permet de dépeindre avec bonheur, les réalisations physiques et financières prévues au budget de l'Etat.

Religieusement mis en œuvre, une telle approche contribuera au renforcement de la transparence par une parfaite lisibilité du budget de l'État. Au reste, elle reflète une image sincère et fidèle de la situation patrimoniale. Aussi, les citoyens devront-ils être à même de mieux appréhender les dépenses publiques et motivés pour servir autrement la patrie mise en coupe réglée par la classe politicarde.

Bibliographie

- André A., 1980. *L'expression graphique : cartes et diagrammes*, Masson. Paris, New-York Barcelone, Milan, Collection Géographie.
- Béguin M. & Pumain D., 2007. *La représentation des données géographiques : statistique et cartographie*, Paris, Armand Collin.
- Bonin S., 1975. *Initiation à la graphique*, Paris, Epi

- Brunet R., 1962. *Le croquis de géographie régionale et économique*, Paris, SEDES.
- Decade, 1983. *Cartographie et développement*, Paris, Ministère des Relations Extérieures, Coopération et développement.
- Djengue (S.), 2012, « Mise en œuvre d'un nouveau modèle de développement endogène », Cotonou, *Les Cahiers du CBRST n°2*, pp. 322-336.
- Djengue (S.), 2013, « Intelligibilité et multilinguisme: un décélérateur de la prédation au Bénin », Cotonou ; *Langage & Devenir* : Revue semestrielle du Centre national de linguistique appliquée n°23 Supplément, pp 193-206.
- Djengue (S.), 2013, *Communication budgétaire inclusive : un instrument de lutte contre la corruption et la paupérisation*, Cotonou, CHRISTON Editions.
- Djengue (S.), 2010, *Accessibilité des informations budgétaires : un instrument de promotion de la bonne gouvernance au Bénin*, Cotonou, Thèse de Doctorat unique.
- INSAE, 1994, *Fichiers villages*, Cotonou, RGPH2
- INSAE, 2001, *Cartographie censitaire*, Cotonou, RGPH3
- INSAE, 2003. *Caractéristiques des personnes âgées et des personnes handicapées*, Cotonou, RGPH3
- INSAE, 2003, *Résultats définitifs*, Cotonou, RGPH3
- INSAE, 2013, *Résultats définitifs*, Cotonou, RGPH4
- Klitgaard Robert, 1988. *Combattre la corruption*, Paris, Nouveaux Horizons
- MAEP, 2008. *Rapport d'évaluation pour le Bénin*, Cotonou, Pays n°6

- MCCAG-PD/FNUAP, 2001. *Rapport sur l'état et le devenir de la population du Bénin*, Cotonou
- MDR, 2001, *ECVR*, Cotonou
- MEMP, 2012, *annuaires statistiques*, Cotonou
- MISD, 2004, *PDC*, Cotonou
- Moeschler Jacques et Auchlin Antoine, 2006. *Introduction à la linguistique contemporaine*, Paris, Armand Colin
- MPRE/DPP-CNRHP, 1994. *Diagnostic des problèmes de population au Bénin*, Cotonou
- MS, 2013 *annuaires statistiques*, Cotonou
- Poidevin D., 1999. *La carte, moyen d'action*, Paris, Ellipses Marketing Edition
- Tricot C., 2006. *Cartographie sémantique, des connaissances à la carte*, Savoie, Université de Savoie
- Weger G. 1999. *Cartographie volume 1: sémiologie graphique et conception cartographique*, Paris, Ecole Nationale des Sciences Géographiques
- Westphalen Marie-Hélène, 2004, *COMMUNICATOR, le guide de la communication d'entreprise*, Paris, 4^e édition, DUNOD.